

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

Toulouse, le 16/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC ENERGIES 66

Coume dels Très Pilous
66600 Calce

Références : DRI/2023/668
Code AIOT : 0018300005

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2023 dans l'établissement PAPREC ENERGIES 66 implanté Coume dels Très Pilous 66600 Calce. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC ENERGIES 66
- Coume dels Très Pilous 66600 Calce
- Code AIOT : 0018300005
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CYDEL a été chargée par le SYDETOM 66 d'assurer une Délégation de Service Public pour le financement, la conception, la construction et l'exploitation d'un centre de tri et d'un

incinérateur avec valorisation énergétique (UVE). Dans ce cadre, la société CYDEL a été autorisée initialement par arrêté préfectoral n° 4210 du 22 novembre 2000, à exploiter un centre de tri de déchets ménagers issus de collectes sélectives et de Déchets Industriels et Commerciaux Banals (DICB), aux fins de valorisation matière et un incinérateur de déchets non-dangereux et de déchets d'activités de soins à risques infectieux.

L'extension de cet incinérateur par l'adjonction d'un 3ème four a été autorisée par arrêté n° 690/06 du 16 février 2006, qui constitue l'acte administratif de référence.

Les activités principales autorisées sont les suivantes :

- Tri et préparation de déchets ménagers issus de collectes sélectives, en vue de leur valorisation matière, pour un tonnage maximum annuel entrant de 30 000 tonnes.
- Exploitation d'une Unité d'Incinération avec valorisation énergétique dimensionnée pour traiter une charge thermique équivalente à 240 000 tonnes par an de déchets, au moyen de trois fours à grilles respectivement de capacité nominale 11 t/h, 11 t/h et 7 t/h ce qui donne une capacité totale de 29 t/h.
- Incinération des DASRI pour une capacité de 17 000 t/an.
- Mise en balles de déchets après extraction de la partie fermentescible des OM pour une capacité de 25 t/h et une capacité de stockage de 9750 t. La mise en balles permet de faire face à la surproduction pendant la saison estivale ou de délester une partie des déchets pendant les arrêts techniques. Les déchets sont d'abord triés afin d'extraire la partie fermentescible puis les déchets «propres et secs» sont mis en balles et stockés dans un bâtiment spécifique. Ces balles sont incinérées pendant la période d'hiver.

Le 3e four a été mis en service au début de l'année 2009 amenant cet incinérateur à sa capacité nominale.

Le centre de tri a été modernisé en 2013 afin de passer d'une capacité de production de 6,7 t/h à 10 t/h.

Plus récemment en 2018 / 2019 CYDEL a modifié les équipements de valorisation de la chaleur produite par la combustion des déchets dans les 3 fours afin de pouvoir desservir un réseau de chaleur, en plus de la génération d'électricité par une turbine à condensation. Le réseau de chaleur a été mis en service en avril 2019.

Cydel a été intégré à la société Dalkia Waste Energie (groupe EDF) après le rachat par celle-ci du groupe TIRU.

Au début de l'été 2021 Dalkia a cédé sa branche Dalkia Waste Energy au groupe PAPREC.

Par courrier du 03/10/2022 le directeur de l'UVE de Calce a informé la préfecture du changement de dénomination sociale de la société CYDEL en PAPREC ENERGIES 66 et confirmé qu'il ne s'agit pas d'un changement d'exploitant, les autres caractéristiques de la société étant inchangées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article '30 (1ere partie)	/	Sans objet
2	Laboratoire pour le suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30 (2ème partie)	/	Sans objet
3	Transmission des résultats de la surveillance	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31.b)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur l'examen de la surveillance environnementale mise en place autour de l'incinérateur. Cette surveillance est menée conformément à l'article 30 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 et s'appuie largement sur le "guide de surveillance de l'impact sur l'environnement des émissions atmosphériques des installations d'incinération de déchets" (INERIS, 2013). Elle n'a pas fait apparaître de non conformités réglementaires.

3 observations figurent dans les fiches de constat demandant :

- la rédaction d'un protocole de suivi environnemental décrivant la surveillance mise en place autour de l'incinérateur (délai : 2 mois),
- la transmission de l'étude de dispersion actualisée, prenant en compte la nouvelle configuration de l'usine depuis 2009 avec l'ajout de la 3e ligne, ou la justification de l'impact ou absence d'impact sur la dispersion des émissions atmosphériques (délai : 2 mois).
- une critique des résultats obtenus lors de la campagne renforcée de 2019 sur le point "sol 2" présentant des valeurs plus élevées en dioxines que les autres points, et la transmission des conclusions au service de contrôle (délai : 2 mois).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article '30 (1ere partie)
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Prescription contrôlée : Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation. - L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux. Il prévoira

notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :

- avant la mise en service de l'installation (point zéro) ;
- dans un délai compris entre trois mois et six mois après la mise en service de l'installation ;
- après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Ses modalités sont précisées dans l'arrêté d'autorisation. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.

Constats :

Le programme de surveillance actuel est le suivant :

- mesures en continu de 8 métaux dans l'air ambiant au niveau de la station de St Estève, située à 6 km à l'est sous les vents dominants, depuis 2005.
- mesures des retombées atmosphériques dans des jauges OWEN (collecteurs de précipitations) lors de 2 campagnes d'1 mois, en hiver et en été, sur 2 sites (Calce, à 500 m au sud de l'UVE et St Estève), depuis 2020.

Les paramètres recherchés sont les poussières, les métaux et les dioxines furannes.

- mesures dans les sols et les végétaux, sur 8 points de suivi : sont recherchés les métaux et dioxine-furannes.

S'agissant des végétaux, des échantillons de romarin et chêne vert sont prélevés sur site, et des raisins pour les points à l'extérieur du site.

Il n'y a pas à ce jour de document décrivant le plan de surveillance dans l'environnement autour de l'incinérateur de déchets.

⇒ **cf. Observation n° 1**

Une étude de simulation de la dispersion des fumées émises par les cheminées a été réalisée en 2000, avant l'implantation de l'UVE, qui a été mise en service en 2003.

En 2009, une troisième ligne de traitement a été implantée, ainsi qu'une troisième cheminée.

⇒ **cf. Observation n° 2**

Une station météo exploitée par ATMO Occitanie est implantée sur la commune de St Estève, à 6 km à l'est du site sous les vents dominants (tramontane), permettant de disposer des conditions de vent et de température.

Les données de précipitations sont celles de la station météo de Perpignan.

Les rapports annuels d'analyse dans l'air ambiant et de mesures des retombées atmosphériques intègrent bien les données météo et notamment les vents dominants au moment des campagnes de prélèvement.

Les résultats de mesure des métaux dans l'air ambiant, suivis depuis 2002, présentent des valeurs inférieures aux seuils réglementaires. Aucune évolution significative n'est constatée. Les concentrations en manganèse sont toutefois en augmentation en 2022, sans explication particulière (passant de 2,5 à 4,15 ng/m³ entre 2021 et 2022, à comparer avec un seuil réglementaire fixé à 150 ng/m³). Ce paramètre sera à surveiller lors des prochaines campagnes.

Le point de suivi « sol 2 », situé dans l'enceinte du site, près d'un chemin entre le bâtiment du centre de tri et l'incinérateur, présente des valeurs plus élevées en dioxines que les autres points (valeurs > 4 ng/kg MS depuis 2015, sauf en 2019). Toutefois, ces valeurs restent dans l'intervalle de référence des données sur les sols urbains ou sous influence industrielle, à savoir entre 2 et 8 ng/kg MS.

<p>Une campagne de mesures renforcées, avec des prélèvements de sols mensuels, a été réalisée à partir de juillet 2019 pendant 1 an.</p> <p>Le rapport de synthèse n'a pu être retrouvé lors de l'inspection.</p> <p>⇒ cf. Observation n° 3</p> <p>Il est à noter que d'autres mesures sont réalisées tous les 2 ans par un laboratoire mandaté par la commune de Calce, dans les sols et les raisins, permettant de disposer d'autres éléments de suivi environnemental.</p>
<p>Observations :</p> <p>Observation n° 1 : il convient de rédiger sous 2 mois le document du plan de surveillance dans l'environnement, décrivant l'ensemble du suivi, avec un plan de situation des différents points de mesure et des matrices suivies, les paramètres mesurés, leur fréquence...</p> <p>Observation n° 2 : Il est demandé à l'exploitant de rechercher et transmettre l'étude de dispersion actualisée, si elle existe, prenant en compte la configuration de l'usine depuis 2009. Le cas échéant, l'exploitant devra justifier si l'ajout de la 3e ligne (et 3e cheminée) a eu un impact sur la dispersion des émissions atmosphériques. Délai : 2 mois</p> <p>Observation n° 3 : Il convient de faire une critique des résultats obtenus lors de la campagne de mesures renforcées de 2019 sur le point "sol 2" et transmettre les conclusions au service de contrôle. Délai : 2 mois</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Laboratoire pour le suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30 (2ème partie)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant. Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu au point c de l'article 31 et sont communiqués à la commission locale d'information et de surveillance lorsqu'elle existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance environnementale est conduite par des laboratoires accrédités COFRAC pour le suivi dans l'air ambiant, les retombées atmosphériques et le suivi dans les sols et les végétaux.</p> <p>Les résultats des campagnes de mesures sont présentés en CSS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Transmission des résultats de la surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31.b)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale</p>

Prescription contrôlée :

Consignation des résultats de surveillance et information de l'inspection des installations classées

[...]

Les résultats des analyses demandées aux articles 9, 26, 28, 29 et 30, accompagnés des flux des polluants mesurés, sont communiqués à l'inspecteur des installations classées :

[...]

- selon une fréquence fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et au moins une fois par an en ce qui concerne les mesures ponctuelles telles que définies aux articles 28, 29 et 30 [...];

Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles.

Constats :

Dans le dossier d'information du public transmis aux membres de la CSS, une synthèse des campagnes de mesures de l'année et une analyse comparative des résultats avec ceux des années précédentes est réalisée.

Le rapport relatif au bilan de 2022 a été vu et comporte bien des éléments d'interprétation des résultats, basés sur l'évolution des mesures sur plusieurs années.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet